



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 459 – 16 septembre 2022

Zoom sur le rapport 2021/2022 du PNUD sur l'IDH

Le 8 septembre 2022, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a publié [l'édition 2021/2022 de son rapport sur le développement humain](#), intitulé "Temps incertains, vies bouleversées : façonner notre avenir dans un monde en mutation". L'Indice de développement humain (IDH), indice phare de ce rapport, est un indice statistique composite qui évalue le niveau de développement humain de 191 pays à travers trois dimensions : le revenu, **l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation**. Il est gradué sur une échelle allant de 0 (très faible niveau de développement humain) à 1 (niveau élevé) et est interprété suivant 4 catégories : développement humain très élevé (IDH supérieur à 0,8) ; développement humain élevé (entre 0,8 et 0,7) ; développement humain moyen (entre 0,7 et 0,55) ; développement humain faible (inférieur à 0,55). Enfin, l'Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) prend en compte l'inégalité de distribution de chaque dimension dans la population.

LE CHIFFRE À RETENIR

0,547

La moyenne de l'IDH en Afrique
subsaharienne

📌 La moyenne mondiale de l'IDH enregistre une baisse pour la deuxième année consécutive

L'IDH mondial en 2021 se situe à 0,732 - soit la deuxième diminution consécutive - après 0,739 en 2019 et 0,735 en 2020, révélant la perte des gains obtenus au cours des 5 dernières années. Cette évolution est justifiée en partie par l'apparition de la pandémie à COVID-19. Ainsi, 87% des pays ont enregistré une baisse de leur score IDH en 2020 par rapport à 2019 et 51% entre 2020 et 2021. En comparaison, 28% des pays avaient enregistré une diminution de leur score lors de la crise financière de 2008.

📌 La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest se situent dans la catégorie à IDH faible

Seuls le Cap-Vert (128^{ème} avec un IDH à 0,662), la Mauritanie (158^{ème} ; 0,556) et la Côte d'Ivoire (159^{ème} ; 0,550) sont classés dans la catégorie des pays à IDH moyen. Les 11 autres se situent dans la catégorie des pays à IDH faible (de la 162^{ème} place pour le Togo jusqu'à la 189^{ème} pour le Niger) et en-deçà de la **moyenne des pays d'Afrique subsaharienne** (0,547). Par rapport à 2020, 5 pays ont enregistré une amélioration de leur score (Togo, Sierra Leone, Bénin, Libéria et Mali) tandis que 5 pays ont enregistré une diminution (Sénégal, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée et Niger) et 4 sont restés stables (Cap-Vert, Mauritanie, Guinée-Bissau et Burkina Faso). Enfin, si l'on regarde les écarts de classement entre revenu national brut par habitant et IDH, on constate que le Togo (+12), le Libéria (+7) et le Cap-Vert (+2) bénéficient d'une différence positive (**mieux classés en termes d'IDH que de revenu par habitant**) tandis que la Guinée (-13), la Mauritanie (-20) et la Côte d'Ivoire (-22) enregistrent les plus importants écarts négatifs.

Pays d'Afrique de l'Ouest (Hors Nigéria-Ghana)	IDH			Composantes de l'IDH			IDHI			Différence entre le rang selon le RNB/hab. et le rang selon l'IDH
	Rang 2021	Ecart par rapport à 2020	Score	Espérance de vie à la naissance	Education moyenne (années)	RNB /hab. (USD)	Score	Ecart par rapport à l'IDH	Différence de rang avec l'IDH	
Cap Vert	128	-1	0,662	74,1	6,3	6 230	-	-	-	+2
Mauritanie	158	0	0,556	64,4	4,9	5 075	0,389	-0,167	-2	-20
Côte d'Ivoire	159	0	0,550	58,6	5,2	5 217	0,358	-0,192	-8	-22
Togo	162	+1	0,539	61,6	5	2 167	0,372	-0,167	-1	+12
Bénin	166	0	0,525	59,8	4,3	3 409	0,334	-0,191	-7	-7
Sénégal	170	0	0,511	67,1	2,9	3 344	0,354	-0,157	+2	-10
Gambie	174	-1	0,500	62,1	4,6	2 172	0,348	-0,152	+4	-1
Guinée-Bissau	177	0	0,483	59,7	3,6	1 908	0,306	-0,177	-5	0
Liberia	178	-1	0,481	60,7	5,1	1 289	0,330	-0,151	+2	+7
Sierra Leone	181	0	0,477	60,1	4,6	1 622	0,309	-0,168	0	-1
Guinée	182	0	0,465	58,9	2,2	2 481	0,299	-0,166	-4	-13
Burkina Faso	184	+1	0,449	59,3	2,1	2 118	0,315	-0,134	+5	-8
Mali	186	0	0,428	58,9	2,3	2 133	0,291	-0,137	-2	-11
Niger	189	0	0,400	61,6	2,1	1 240	0,292	-0,108	+2	-3
Afrique subsaharienne	-	-	0,547	60,1	6	3 699	0,383	-0,164	-	-
Monde	-	-	0,732	71,4	8,6	16 752	0,590	-0,142	-	-

Régional

La BCEAO relève son taux directeur de 25 points de base à 2,5%

Dans [un communiqué](#) publié le 14 septembre 2022, le Comité de politique monétaire (CPM) de la BCEAO a annoncé la hausse de son taux directeur de 25 points de base à 2,5% à compter du 16 septembre 2022. Cette décision est justifiée par le fort niveau d'inflation, qui après avoir atteint 7% en glissement annuel (g.a.) au 2^{ème} trimestre 2022 est estimé à 8,1% en g.a. au mois de juillet. Ainsi, le resserrement monétaire opéré et l'arrivée des premières récoltes de la campagne vivrière 2022/2023 devraient permettre une diminution du niveau d'inflation à partir du dernier trimestre 2022. Par ailleurs, selon la BCEAO, la croissance économique devrait s'établir à 5,8% en 2022 et atteindre 7% en 2023. Toutefois, ces prévisions sont sujettes à des risques parmi lesquels la dégradation du contexte sécuritaire dans la région ou de mauvaises conditions météorologiques. Pour

rappel, le CPM de la BCEAO avait décidé, le 1^{er} juin 2022, d'une 1^{ère} hausse du taux directeur de 25 points de base de 2% à 2,25%.

1,9 Md EUR devraient être levés sur le marché des titres publics de l'UEMOA sur la période septembre – novembre 2022

Le 6 septembre 2022, l'agence UMOA-Titres, qui anime le Marché des titres publics (MTP) de l'UEMOA, [a publié](#) le calendrier provisoire des émissions de titres publics pour la période allant du 1^{er} septembre au 30 novembre 2022. Ainsi, les Etats membres ont prévu de lever 1,9 Md EUR, dont : (i) 1,4 Md EUR sous forme d'obligations de relance ; (ii) 243,9 M EUR sous forme de bons de soutien et de résilience et (iii) 221,1 M EUR sous forme de bons du trésor. Par pays, la Côte d'Ivoire entend mobiliser près de 442,1 M EUR (23,4% du total des émissions), suivie du Sénégal (426,9 M EUR ; 22,6%), du Mali (320,2 M EUR ; 17%), du Burkina Faso (274,4 M EUR ; 14,5%), du Togo (137,2 M EUR ; 7,3%), du Niger (129,6 M EUR ; 6,9%), du Bénin (106,7 M EUR ; 5,6%) et de la Guinée-Bissau (51,8 M EUR ; 2,7%).

Les produits issus de la déforestation bientôt interdits de territoire dans l'UE

Le 12 septembre 2022, le parlement européen [a voté](#) un texte visant à interdire l'entrée sur le territoire européen des produits responsables de déforestation. Ce texte, dont l'entrée en vigueur est programmée pour 2024, visait initialement 6 matières premières à savoir l'huile de palme, le soja, le café, le cacao, les bovins et le bois. Il a été étendu par le parlement au caoutchouc, au maïs, au charbon de bois et à d'autres animaux d'élevage tels les porcs, moutons, chèvres et volailles. Ainsi, tous les importateurs au sein de l'UE devront pouvoir démontrer, grâce à un système de traçabilité et de géolocalisation, que leurs produits ne sont pas issus de terres déboisées ou dégradées.

🍷 Bénin

Inflation à -0,3% en g.a. en août 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStAD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à -0,3% en glissement annuel (g.a.) au mois d'août 2022, contre -1% le mois précédent. Ce niveau d'inflation se justifie principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-3,9% en g.a.), en lien avec celle des céréales (-12,6% en g.a.), du sel et des condiments (-7,9% en g.a.) et des poissons et autres produits séchés ou fumés (-8,6% en g.a.). Cette évolution a été atténuée entre autres par la hausse des prix des transports (+6,3% en g.a.) et de l'ameublement (+4,9% en g.a.). A noter qu'en moyenne annuelle glissante, le taux d'inflation au Bénin est estimé à +1,9% en août 2022, soit le plus bas de la zone UEMOA.

🍷 Burkina Faso

Inflation à +18,1% en g.a. en août 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +18,1% en glissement annuel (g.a.) en août

2022, contre +18,2% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix est principalement tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+29,8% en g.a.), mais également du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+9,6% en g.a.). A noter qu'en moyenne annuelle glissante, le taux d'inflation atteint 11,5% en août 2022, soit le plus élevé de la zone UEMOA.

Création de l'observatoire de la qualité des services financiers du Burkina Faso

Le Conseil des Ministres du 14 septembre 2022 [a adopté](#) un décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement de l'Observatoire de la qualité des services financiers du Burkina Faso. Cette structure visera à promouvoir l'inclusion financière sur le territoire à travers la veille et le suivi de la qualité des produits et services financiers proposés par les prestataires. Elle occupera également un rôle de médiation financière entre les prestataires de services financiers et leurs clients. Ainsi, cette structure permettra de renforcer la protection des usagers et d'améliorer l'accès aux services financiers formels.

🍷 Cap-Vert

L'ONU accordera un financement de 115 M USD sur la période 2023-2027

Le 15 septembre 2022, la coordinatrice résidente des Nations unies au Cap-Vert [a déclaré](#) que son organisation apporterait un financement de 115 M USD dans le cadre d'un nouveau programme de coopération sur la période 2023-2027, soit une augmentation de 24% par rapport à la période 2017-2022. Cette évolution s'explique à la fois par le plus grand nombre d'agence onusienne qui interviendront au Cap-Vert, mais également en raison du contexte de crise qui nécessite un appui plus important. Le premier pilier du nouveau cadre de coopération porte sur le talent humain et le développement du capital social (santé, éducation et protection sociale). Le deuxième pilier concerne la

transformation et la diversification économiques ainsi que le renforcement de la gouvernance.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

Le budget 2022 révisé à la hausse (+8,4%)

Selon une communication [adoptée](#) en Conseil des Ministres le 14 septembre dernier, le déficit budgétaire devrait s'établir à 6% du PIB en 2022 (contre une prévision de 4,7% dans la loi de finances initiale). Cette hausse du déficit **budgétaire s'explique par** les anticipations et mesures suivantes : (i) une évolution non favorable des recettes ; (ii) des mesures de soutien à l'économie nationale pour limiter la hausse des prix de certains produits (énergie, denrées alimentaires) ; (iii) du renforcement du dispositif sécuritaire ; (iv) de la nécessité d'une bonne préparation des événements sportifs à venir ; (v) du renforcement du système sanitaire ; (vi) des mesures prises dans le cadre de la trêve sociale. Globalement, le nouveau budget devrait s'élever à 10 734,5 Mds FCFA (16,4 Mds EUR), soit une hausse de 8,4% par rapport au budget initial. Aussi, les conséquences de la guerre en Ukraine ont impacté le dynamisme de l'activité économique ; le taux de croissance étant désormais anticipé à 6,9% en 2022, contre une prévision initiale de 7,1%.

Le projet baleine devrait entrer en production au 1^{er} semestre 2023

Le 9 septembre 2022, le Président directeur général de la société d'hydrocarbures ENI [a annoncé](#) que la 1^{ère} phase du projet baleine entrera en production au 1^{er} semestre 2023. Selon les dernières estimations, le champ baleine disposerait de réserves estimées à 2,5 Mds de barils de pétrole et 3 300 Mds de pieds cubes de gaz. Durant la 1^{ère} phase, le champ pétrolier devrait **atteindre une production d'environ** 12 000 barils par jour, avant d'augmenter **jusqu'à** 150 000 barils par jour et 200 M pieds cubes de gaz dans la dernière phase de développement. En parallèle, ENI lance des projets sociaux et environnementaux, qui devraient bénéficier à

près de 400 000 personnes, en vue de compenser les émissions de carbone qui résulteront de l'exploitation des hydrocarbures.

Inauguration du Terminal Industriel Polyvalent de San Pedro

Le 14 septembre 2022, le Premier Ministre [a procédé](#) à l'inauguration du Terminal industriel polyvalent de San Pedro (TIPSP). Cette infrastructure, dotée d'une capacité de traitement de 12 M de tonnes de marchandises par an et d'un coût total de 130 Mds FCFA (198,2 M EUR), permettra de renforcer les activités du **port de San Pedro et d'en faire l'un des grands ports africains de transbordement et d'exportation de productions agricoles et minières**. Elle s'inscrit dans la stratégie du gouvernement ivoirien de faire de la Côte d'Ivoire un hub logistique régional.

Adoption d'une loi pour réprimer les exportations agricoles illicites

Le 8 septembre 2022, les sénateurs de la Commission des affaires économiques et financières [ont ratifié](#) une ordonnance portant sur la répression de la commercialisation et **l'exportation illicites des produits agricoles** soumises à agrément. Selon le Ministre **d'Etat chargé de l'Agriculture, l'ordonnance, désormais loi**, a déjà permis une avancée significative dans la lutte contre la fuite de la production agricole ivoirienne. Ce texte viserait principalement la noix de cajou, dont les exportations illicites rendent inefficaces les mesures internes prises par la **Côte d'Ivoire pour influencer le marché mondial et promouvoir la transformation locale**.

🇮🇳 Guinée

L'Asie, principal partenaire commercial du pays sur les 4 premiers mois de 2022

Selon la Banque centrale de République de Guinée (BCRG), les exportations guinéennes [sont établies](#) à 557 515,8 Mds GNF (63,3 Mds EUR) sur les 4 premiers mois de 2022 tandis que les

importations se sont établies à 49 093 Mds GNF (5,6 Mds EUR) sur la même période. Les principaux produits exportés sur les 4 premiers mois de 2022 ont été les produits miniers (93,6% du total des ventes) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (84,5% du total des achats). Par ailleurs, 87,4% des ventes et 86% des achats étaient à destination/en provenance **des pays d'Asie**.

🍷 Libéria

La banque centrale a réduit son taux directeur de 500 points de base à 15%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale du Libéria (CBL) [s'est réuni](#) le 17 août 2022 afin d'évaluer la conjoncture économique. Ainsi, le taux de croissance pour l'année 2022 devrait s'établir à 3,7%, soutenu principalement par le secteur minier. Toutefois, cette prévision est sujette à plusieurs risques, parmi lesquels la prolongation du conflit en Ukraine, la sortie de capitaux engendrée par le resserrement de la politique monétaire américaine et la hausse des prix alimentaires et du pétrole. Par ailleurs, le taux d'inflation s'est établi à +6,3% en glissement annuel (g.a.) au 2^{ème} trimestre 2022, après +7,9% le trimestre précédent, mais devrait légèrement progresser à +7% en g.a. au 3^{ème} trimestre. Constatant ces évolutions, le CPM a décidé : (i) de réduire le taux directeur de la CBL de 5 points de pourcentage à 15% ; (ii) d'établir celui de la facilité de prêt permanent à 17,25% et celui de la facilité de dépôt permanent à 10% ; (iii) de maintenir le taux de réserve obligatoire à 25% en monnaie locale et à 10% pour le dollar américain.

🍷 Mali

Moody's maintient la note du pays à Caa2 et améliore la perspective à stable

Dans [un communiqué](#) publié le 9 septembre 2022, l'agence de notation financière Moody's a confirmé la note du Mali à Caa2 (risque de crédit

très élevé), mais a relevé la perspective de "négative" à "stable". Selon l'agence, cette évolution est justifiée par le règlement de tous les impayés par **l'Etat malien, suite à la levée des sanctions de la CEDEAO**. La note est cependant maintenue en raison principalement : (i) de la faiblesse des institutions et de la gouvernance ; (ii) des tensions politiques et des problèmes sécuritaires qui continuent de dégrader la situation économique, financière et sociale du pays. Toutefois, **l'agence estime que** ces risques sont contrebalancés en partie par un niveau d'endettement modéré.

🍷 Mauritanie

4,8 M EUR d'aide alimentaire accordée par la France sur la période 2018-2022

En 2022, afin de contribuer à lutter contre la crise alimentaire, engendrée par des sécheresses répétées et les conséquences du conflit en Ukraine, la France [a octroyé](#) une aide exceptionnelle de 2,4 M EUR en faveur de la Mauritanie, à travers diverses organisations dont le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Action contre la Faim et la Croix Rouge. Ce montant **porte à 4,8 M EUR l'enveloppe totale octroyée par la France au pays dans le cadre de l'aide alimentaire sur la période 2018 – 2022**. Par ailleurs, la France a contribué à hauteur de 2,5 M EUR au programme gouvernemental de "cash transfert", à travers le commissariat à la sécurité alimentaire, destiné à soutenir les populations les plus vulnérables pendant la période de soudure.

🍷 Niger

Lancement du projet d'accélération de l'accès à l'électricité de 318 M EUR

Le 13 septembre 2022, le **Ministre d'Etat en charge de l'Energie et des Energies Renouvelables** [a procédé](#) au lancement du projet "Haské". Ce dernier vise à accélérer **l'accès à l'électricité pour les ménages, les établissements de santé et**

d'éducation, les entreprises et à proposer des solutions de cuisson propre et efficace. Le projet, d'un coût estimé à 317,5 M USD, est financé par la Banque mondiale. Pour rappel, selon la BM, 19,3% de la population disposait d'un accès à l'électricité en 2020 au Niger.

2,8 M EUR du Japon en faveur de la sécurité alimentaire

Le 8 septembre 2022, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération et l'Ambassadeur du Japon au Niger ont signé un accord un don d'un montant de 400 M JPY (2,8 M EUR). Ce don est destiné à l'approvisionnement du pays en riz et soutiendra ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

🇸🇳 Sénégal

Croissance en hausse de 1,6% en g.a. au deuxième trimestre 2022

D'après la Direction de la prévision et des études économiques (DPEE), l'activité économique hors agriculture et sylviculture s'est relevée de 1,6% en glissement annuel (g.a.) au 2nd trimestre 2022. Cette évolution positive se justifie par le dynamisme du secteur tertiaire (+9,3% en g.a.), en lien avec le sous-secteur du commerce (+10,3% en g.a.) et de l'information et de la communication (+6,6% en g.a.). Toutefois, cette bonne performance a été atténuée par le repli (i) des taxes sur biens et services (-8,4% en g.a.) ; (ii) du secteur secondaire (-5,3% en g.a.), en lien principalement avec la contraction des activités extractives (-21,1% en g.a.) ou encore de de la

production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile (-21,8% en g.a.) ; (iii) du secteur primaire (-4,8% en g.a.), imputable à la contreperformance du sous-secteur de l'élevage (-6,5% en g.a.).

Inflation a +11,3% en g.a. en août 2022

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le taux d'inflation s'est établi à +11,3% en glissement annuel (g.a.) en août 2022, contre +11% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+17,1% en g.a.) et des loisirs et cultures (+14,5% en g.a.).

🇲🇵 Togo

L'ANPE se dote d'un plan stratégique pour la période 2023-2027

Le 14 septembre 2022, les acteurs de l'écosystème emploi, la société civile et les partenaires techniques et financiers ont validé le plan stratégique de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) pour la période 2023-2027. Ainsi, à travers ce plan, l'ANPE ambitionne de renforcer son accompagnement en faveur des entreprises et de développer des compétences pour l'employabilité et l'insertion des chercheurs d'emplois. Ainsi, à travers ce plan, l'ANPE va professionnaliser l'accompagnement des employeurs et des investisseurs, améliorer la couverture territoriale, digitaliser ses prestations, renforcer le partenariat avec les entreprises et assurer la lisibilité de ses actions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international